



PAYS DE SAVERNE PLAINE ET PLATEAU Environnement

Faut-il développer le bois énergie à tout prix

À l'occasion d'une réunion organisée début juin à l'hôtel la Clairière de La Petite-Pierre, à propos du bois-énergie, les acteurs de la filière bois ont mis en avant une certaine tension sur les capacités à absorber une hausse de la demande en bois. De quoi refroidir les ardeurs des collectivités qui auraient souhaité s'engager dans cette voie ?

Passer de 290 à 390 GWh d'ici 2020 dans la production de biomasse énergie bois sur l'ensemble du pays de Saverne plaine et plateau, tel est l'objectif chiffré mis en avant dans le schéma régional climat air énergie. Cela équivaudrait à la mise en place d'environ 200 chaufferies rurales de 200 kW. Mais cela est-il possible et économiquement viable ? Ce sont ces réponses que sont venus chercher un certain nombre d'acteurs présents le 4 juin dernier à l'hôtel La Clairière de La Petite-Pierre lors d'une réunion organisée par le pays de Saverne et les Scot d'Alsace Bossue et de la région de Saverne.



Sacha Jung, de Fibois Alsace.

Sacha Jung craint « une flambée des prix des matières premières pour l'ensemble de la filière »

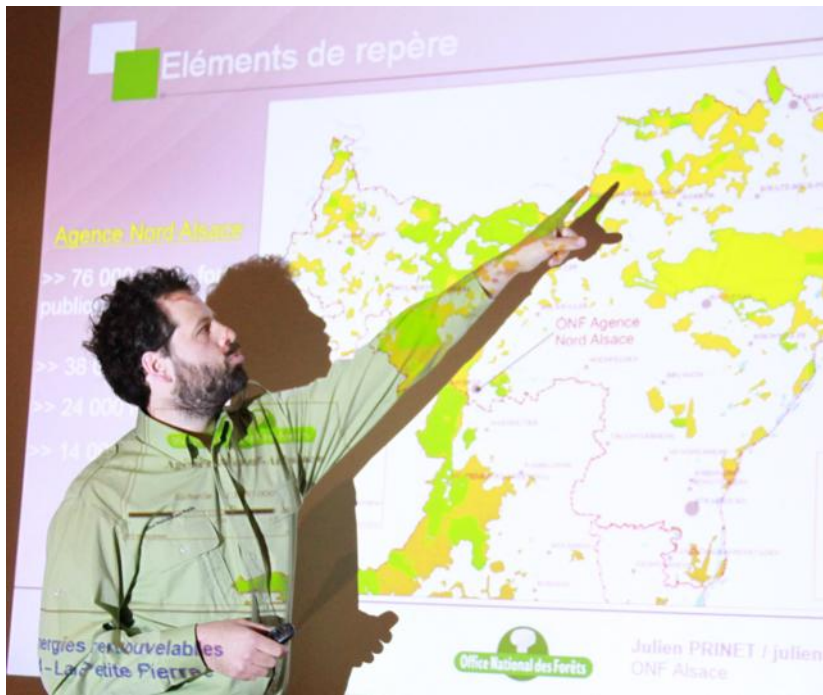
plus dans le cœur du sujet, le bois énergie, mettant en avant le coût plutôt faible du kWh de chaleur produite par ce biais.

« Il n'y a pas de ressource disponible pour le développement du bois énergie sauf à transférer les débouchés du bois »

Après avoir visité les installations de l'hôtel en la matière, deux intervenants ont mis en avant les données de la filière bois en Alsace. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que la ressource bois, indispensable à l'application d'un tel plan, est au centre des préoccupations.

Sacha Jung, de Fibois Alsace, a tout d'abord mis en avant la vitalité du secteur bois alsacien, 6^e région la plus boisée de France et parmi les plus productives de l'hexagone, avec près des trois quarts de la production labellisée PEFC (issue de forêts gérées durablement). Il est ensuite entré un peu

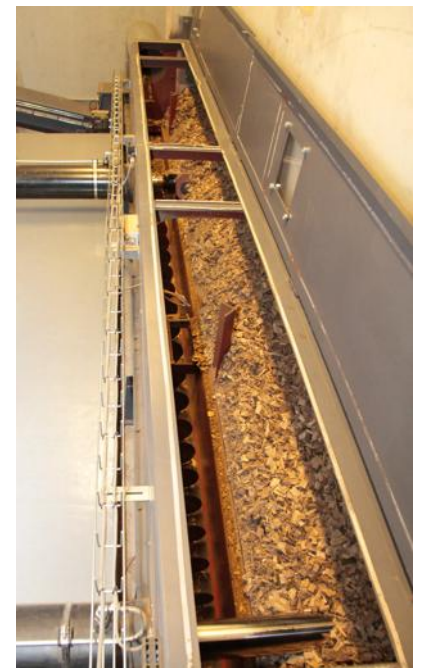
Mais s'il voit dans le remplacement des plus vieilles chaudières bois une possibilité d'avancer dans ce domaine, il met en garde les personnes présentes face à un marché « arrivé à maturité ». De grosses chaufferies collectives ont vu le jour ces dernières années et la construction bois s'est



Julien Pinet, de l'ONF a fait un point sur les ressources potentielles pour un éventuel développement de la filière bois-énergie. PHOTOS DNA - THOMAS LEPOUTRE

développée, à tel point que la filière alsacienne tourne aujourd'hui plutôt bien. Si la demande en bois énergie devait augmenter notablement, il craint « une flambée des prix des matières premières pour l'ensemble de la filière ». Et le gain écologique risquerait alors de se payer par une baisse de la rentabilité de toute une filière qui dans sa globalité emploie aujourd'hui près de 19 500 personnes en Alsace. Par ailleurs, la région arrive de moins en moins à s'autosuffire en quantité de bois. En 2008-2009, 83 % du bois travaillé en Alsace était issu des forêts de la région. Trois ans plus tard, cette

proportion est passée à 71 %. L'Alsace est ainsi plus dépendante de ses fournisseurs en matière première. Du côté de l'office national des forêts, Julien Pinet va sensiblement dans le même sens. Se concentrant sur la ressource bois dans la moitié nord du Bas-Rhin, il explique qu'il existe d'ores et déjà « une tension sur les ressources en bois d'œuvre ». Selon lui, « il n'y a pas de ressource disponible pour le développement du bois énergie sauf à transférer les débouchés du bois », et donc à créer des tensions pour d'autres professionnels concernés par cette ressource naturel-



Développer le nombre de chaudières bois pourrait créer des tensions sur les prix du bois.

le, avec un risque aussi sur le front de l'emploi local. Au sortir de cette réunion, le projet d'augmentation de l'énergie produite par l'énergie bois semble relativement risqué et potentiellement peu rentable. Mais tout espoir n'est peut-être pas éteint dans ce dossier. Une partie de la solution sur la nécessaire ressource à mobiliser se trouve peut-être ailleurs, dans l'exploitation d'un certain nombre de forêts privées parfois laissées à l'abandon (lire ci-dessous) malgré un potentiel intéressant. ■

THOMAS LEPOUTRE

ROSTEIG Propriété forestière

Travailler sur le foncier pour relancer l'exploitation des bois



Claude Hoh explique à la quarantaine de propriétaires présents l'intérêt de mettre en place une gestion concertée sur les 25 hectares du Knoebes-Scheiterberg.

PHOTO DNA - THOMAS LEPOUTRE

Mercredi soir, plus de 200 propriétaires forestiers étaient conviés à une réunion de lancement d'une bourse foncière forestière à Rosteig. Une initiative qui a été l'occasion de donner des pistes pour permettre une amélioration foncière et forestière sur le ban communal.

HASARD DU CALENDRIER, alors que des interrogations se font naissantes sur des difficultés potentielles à faire face à une hypothétique croissance de la demande en bois, Bois et forêts 67 a lancé mercredi soir une bourse forestière à Rosteig. Si cette initiative, qui s'est déjà déroulée à La Petite-Pierre, ne fait que commencer à Rosteig, elle ouvre des perspectives intéressantes pour les propriétaires de terrains forestiers. Lors de cette réunion, Claude Hoh et Marc Debus ont tout d'abord expliqué

quels dispositifs financiers existaient pour soutenir les propriétaires forestiers qui souhaitent acquérir une parcelle voisine de la leur. En expliquant les différentes conditions qui doivent être remplies pour obtenir ces aides et autres primes, notamment de la part de la Région, les deux conseillers forestiers ont commencé à mettre en avant l'intérêt d'arriver à agrandir les parcelles de bois, notamment pour s'ouvrir de meilleures possibilités de gestion des ressources en bois. Car comme dans d'autres communes du secteur, la forêt de Rosteig est multiple. Outre la forêt domaniale gérée par l'ONF, il y aurait sur le ban communal, plus de 250 hectares de forêt, avec deux grands propriétaires forestiers, mais surtout une multitude de « petits » propriétaires puisqu'environ 200 propriétaires se partagent 60 hectares. Et une partie d'entre eux ne l'exploite pas ou presque pas. Que dire encore de la cinquantaine de

parcelles dont les propriétaires n'ont pu être trouvés ? « C'est du bois qui dort et des parcelles non entretenues », explique le conseiller forestier.

Vers une procédure « biens vacants et sans maître »

D'ailleurs, sur ce point précis, il a été mis en avant la possibilité pour la municipalité de lancer une procédure spécifique permettant à la commune de devenir propriétaire des biens vacants et sans maître. D'une durée d'environ un an, cette procédure que pourrait bien appliquer le conseil municipal dirigé par Jean-Luc Rinié pourrait ainsi permettre d'élargir la forêt communale ou de remettre dans le circuit ces bois qui sont aujourd'hui laissés à l'abandon. La bourse foncière lancée par Bois et forêts 67 va dans le même sens. En permettant aux propriétaires vendeurs de rentrer plus facilement en contact avec ceux qui souhaitent gran-

dir, cela pourrait faciliter la gestion et l'exploitation des bois dans la commune et valoriser les terrains en question.

La mise en place de chantiers concertés sur des zones spécifiques, avec des choix de peuplement, mais aussi la création de chemins d'accès pour des grumiers pourraient également augmenter localement l'offre de bois et ainsi contribuer à alimenter les entreprises de cette filière qui sont en recherche de ressource bois pour continuer à croître. Certes, le potentiel de développement à Rosteig ne sera sans doute pas suffisant pour permettre des gros projets, mais si ce type d'initiative se multiplie sur le territoire, cela pourrait ouvrir de nouvelles perspectives à l'échelle de la région et du pays. ■

T.L.

► Pour en savoir plus sur la bourse foncière, www.boisforets67.fr